

L'Europe prisonnière de ses dépendances

CRISE Si l'Asie du Sud-Est est la première victime énergétique de la guerre au Moyen-Orient, le Vieux-Continent a aussi du souci à se faire, alertent des experts. Ces derniers craignent que la menace à venir, surtout gazière, ne soit sous-estimée

ALINE BASSIN

En ce début avril, le soleil brille sur une grande partie de l'Europe. Les chauffages se préparent à s'assoupir, tandis que les installations solaires fonctionnent à un rythme plus soutenu. Les attaques de drones et de missiles sur les pays du Golfe paraissent dès lors bien lointaines. Beaucoup plus éloignées que les chars d'assaut russes qui avaient agressé l'Ukraine en février 2022, déclenchant une guerre toujours en cours, ainsi qu'une crise énergétique sans précédent au XXI^e siècle sur le continent.

Pourtant, les énergéticiens et autres experts en hydrocarbures sont sur des charbons ardents. Car si l'Europe est davantage épargnée dans l'immédiat par les pénuries provoquées par le blocage du stratégique détroit d'Ormuz, elle va aussi payer la facture de ce conflit, mais avec un effet décalé. Et plus le conflit durera, plus celle-ci sera élevée: l'arrivée du printemps rime avec le début du remplissage des stocks de gaz pour l'hiver prochain; or, ils sont à un niveau plus bas que l'an dernier. Les renouveler risque de se révéler particulièrement coûteux, surtout si les efforts ne sont pas coordonnés pour éviter de faire bondir les cours.

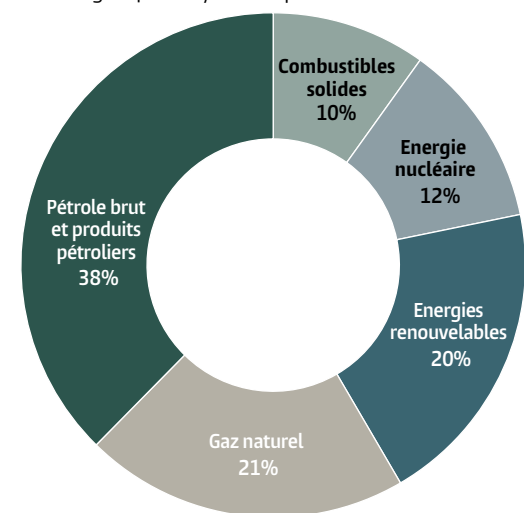
Des contrats aux «plus offrants»

Contrairement aux chocs pétroliers des années 1970, le monde fait en effet actuellement face à une double crise, qui touche l'or noir mais aussi le gaz. Un problème qui concerne l'Europe de près même si seul 4% des importations totales de gaz de l'UE provient du Qatar (8% pour le gaz naturel liquéfié, le GNL).

Pour s'affranchir de la dépendance russe, l'Union s'est tournée vers l'Oncle Sam pour s'approvisionner. Résultat, 25% du GNL qu'elle utilise aujourd'hui provient des Etats-Unis. «En 2022, en théorie, le gaz russe n'avait nulle part ailleurs où aller, alors que le GNL américain est beaucoup plus flexible», avertit Anne-Sophie Corbeau, spécialiste de l'énergie au Center on Global Energy Policy de la Columbia University. Même s'il ne faut pas, selon elle, sous-estimer les problèmes logistiques que représente une redirection des méthaniers américains vers

BOUQUET ÉNERGÉTIQUE DANS L'UE EN 2024

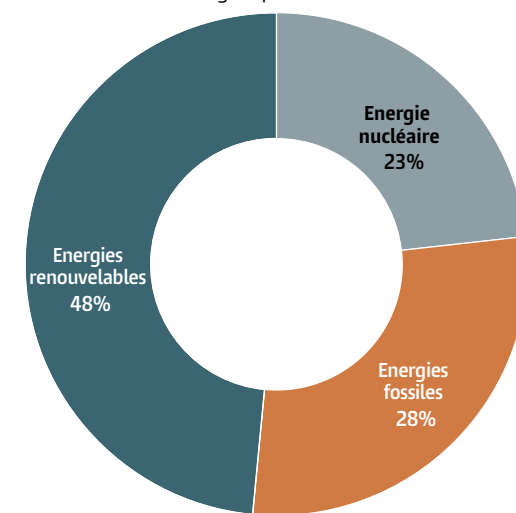
Mix énergétique moyen européen en %



Graphique: Aline Bassin | Source: Commission européenne

ORIGINE DE L'ÉLECTRICITÉ CONSOMMÉE

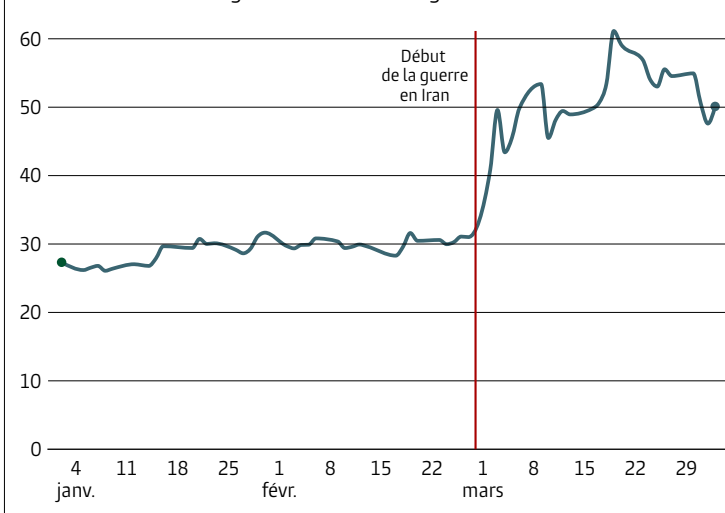
Part de la source énergétique dans l'UE en %



Graphique: Aline Bassin | Source: Commission européenne

DES COURS QUI EXPLOSENT DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE

Evolution du cours du gaz sur le marché de gros TTC (€/MWh)



Graphique: Aline Bassin | Source: Yahoo Finance

l'Asie, ce sont les plus offrants qui vont emporter les futurs contrats gazières. Lors de leurs commandes, les Européens feront donc face à une concurrence mondiale.

Tout comme elle, le centre de réflexion Bruegel, basé à Bruxelles, met en garde contre la menace. Il vient de consacrer une analyse au sujet. Rappelant que la facture gazière de l'UE s'est élevée à 117 milliards d'euros en 2025, les auteurs du rapport estiment que si les cours de gaz venaient à doubler, le surcoût occasionné atteindrait 100 milliards d'euros.

Le gaz, un «risque à combustion lente»

Pour réduire l'impact, les chercheurs recommandent à l'UE de «s'appuyer sur des mesures nationales pour assurer sa préparation à court terme». «L'Union européenne examine «toutes les possibilités», y compris le rationnement du carburant et la mise à disposition de quantités supplémentaires de pétrole provenant des réserves d'urgence», a semblé répondre en écho Dan Jørgensen, vendredi dans le *Financial Times*. Le commissaire européen à l'Énergie a indiqué que l'Europe se préparait à un choc énergétique «de longue durée».

Ces propos centrés sur l'or noir ne vont pas forcément rassurer Anne-Sophie Corbeau. «Le pétrole est le choc immédiat, le gaz est le risque à combustion

lente», alertait-elle vendredi dans un post sur LinkedIn. «Certes, la Commission européenne affirme que des préparatifs menés en temps utile et de manière coordonnée sont essentiels pour garantir un remplissage adéquat des stocks de gaz, poursuivait-elle. Pourtant, je ne vois pas comment cela se traduit au niveau national, mis à part quelques vagues recommandations d'économiser le gaz.»

Pour les experts, il faut donc agir à court terme mais aussi accélérer la transition énergétique. Les auteurs de l'analyse du centre Bruegel déconseillent d'ailleurs toute mesure qui «affaiblirait les signaux de prix qui stimulent l'efficacité, la réduction de la demande et les investissements dans les énergies propres».

Même si des progrès ont été faits, les pénuries provoquées par la guerre au Moyen-Orient rappellent en effet à l'Europe ses dangereuses dépendances et la nécessité d'accélérer la cadence. «La situation évolue, mais pas dans un sentiment d'urgence. Tout le monde parle de l'électrification, mais force est de constater qu'on ne voit pas vraiment les résultats sur le terrain», s'alarme Anne-Sophie Corbeau, appelant par exemple à «accélérer l'installation de pompes à chaleur car le résidentiel représente une grosse partie de notre demande gazière». Pour maximiser l'efficacité énergétique, il est également impératif d'assainir le parc immobilier européen, qui compte de nombreuses passoires thermiques.

Le problème, c'est que le déploiement de ce type d'équipements va souvent de pair avec des soutiens publics, alors que les Etats européens sont désargentés. Mais même avant d'en arriver là, des gestes simples comme le fait de baisser le chauffage seraient bienvenus, estime l'experte française. Si ces mesures sont peu évoquées par les politiciens, elle rappelle qu'elles permettent aux consommateurs de réaliser des économies.

D'une dépendance à l'autre

En parallèle, l'investissement dans des parcs éoliens et des panneaux solaires doit se poursuivre. Alors que la situation géopolitique mondiale est explosive, ce type d'installations décentralisées présente un avantage, car

celles-ci risquent moins d'être prises pour cible en cas de conflit. Mais même avec ces sources d'énergie, l'Europe reste vulnérable. Sa dépendance technologique envers la Chine inquiète car certains craignent que Pékin ne puisse piloter de tels équipements, provoquant par exemple des black-out.

Hélas, le Vieux-Continent n'a guère le choix puisqu'il a laissé son dernier espoir d'indépendance photovoltaïque sombrer. D'abord soutenu par des subventions européennes puis lâché, Meyer Burger, le fabricant suisse de panneaux photovoltaïques a mis l'an dernier la clé sous le paillasson. Il y a 2 semaines, *Finanz und Wirtschaft* nous apprenait que la technologie de cet ancien fleuron, développée au CSEM à Neuchâtel, avait été reprise par une société qui ne bat pas pavillon chinois mais... états-unien. «Swift Solar est désormais en excellente position pour (re)bâtir l'industrie occidentale de la fabrication de panneaux solaires», s'enthousiasmait il y a 3 semaines sur LinkedIn l'un des cofondateurs de cette société.

Autant d'arguments pour ceux qui appellent l'UE à mener une véritable politique industrielle dans le très stratégique domaine énergétique. Un retour aux sources en quelque sorte, puisque c'est sur le charbon et l'acier que la construction européenne a vu le jour en 1951. ■



Des installations de gaz naturel liquéfié (GNL) à Ras Laffan, au Qatar, ont été endommagées en mars par des frappes iraniennes. Environ 4% des importations totales de gaz de l'Union européenne provient du Qatar (8% pour le GNL). (25 FÉVRIER 2026/HANNIBAL HANSCHKE/EPA)

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Complexes pétrochimiques iraniens bombardés

Au 38^e jour de la guerre au Moyen-Orient, deux complexes pétrochimiques iraniens, dont la plus grande installation gazière, ont été frappés hier en Iran, Donald Trump menaçant de détruire les infrastructures énergétiques du pays si Téhéran ne rouvre pas le détroit d'Ormuz.

Israël a visé des installations pétrochimiques du site de South Pars à Assalouyeh qui assure, selon le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, «environ la moitié de la production pétrochimique du pays». L'agence de presse iranienne Fars a fait état de «plusieurs explosions» sur ce

gigantesque site. Une évaluation des dégâts est en cours, selon un média iranien.

Un autre complexe pétrochimique situé à Mardasht, près de Chiraz, a été frappé hier plus tard selon des sources locales, parlant de «dégâts mineurs».

Samedi, un autre site pétrochimique avait été frappé à Mahshahr, faisant cinq morts. Selon Israël Katz, les frappes à South Pars et Mahshahr ont mis hors service des sites qui représentent au total 85% des exportations pétrochimiques iraniennes. ■ AFP

14 Economie

VIRGINIE NUSSBAUM AVEC LES AGENCES

En Iran, la guerre s'enlise et, partout ailleurs, ses répercussions se font sentir. Avec le blocage du détroit d'Ormuz – où transite en temps normal un cinquième de la production de pétrole mondiale – la crise énergétique s'aggrave, forçant les États à multiplier les mesures... et les citoyennes et citoyens à s'adapter. Tour d'horizon.

■ A la pompe, de la pénurie au rationnement

Un peu partout, les prix à la pompe prennent l'ascenseur. En France, le prix moyen du litre de gazole, carburant routier le plus utilisé dans l'Hexagone, a atteint fin mars 2,18 euros – un record depuis 1985. Quelque 10% des 9500 stations-service françaises sont actuellement en rupture d'au moins un des principaux carburants. (ROMAINVILLE, 2 AVRIL 2026/JULIEN DE ROSA/AFP)

La ministre déléguée à l'Énergie, Maud Bregeon, a assuré qu'il n'existait à l'heure actuelle «aucun risque de rupture d'approvisionnement», mais certaines pompes se retrouvent prises d'assaut par des automobilistes craignant la pénurie, «certains avec des bidons», relayait vendredi le journal *La Provence*. Vendredi soir, le Ministère français de l'économie a annoncé le lancement prochain d'un «prêt flash carburant» pour soutenir la trésorerie des petites entreprises les plus exposées à la flambée des prix des carburants. Entre 5000 et 50 000 euros pourront être prêtés au taux de 3,80%, sans garanties, aux très petites entreprises et aux petites et moyennes entreprises des secteurs éligibles: transports, agriculture, pêche...

Alors que débutent les vacances pascales, les automobilistes se retrouvent à faire face aux pénuries et à de longues files d'attente. En Australie, des centaines de stations-service sont à sec dans les zones rurales du pays. Vendredi, le ministre de l'Énergie, Chris Bowen, a appelé les Australiens, qui s'apprêtent à parcourir de longues distances pour le week-end de Pâques, à faire leur plein en ville «pour aider le pays».

Autre mesure populaire: le rationnement. La Slovaquie est le premier pays de l'UE à l'avoir introduite le 22 mars dernier, avec 50 litres de carburant maximum par jour pour les particuliers. L'armée a même été mobilisée pour encadrer le transport et l'approvisionnement. En Grande-Bretagne, on planche aussi sur d'éventuels plans d'urgence qui incluent le rationnement – avec priorité aux services d'urgence et aux transports publics – mais aussi la limitation de vitesse à 80 km/h.

Pour juguler l'explosion des prix, l'Allemagne a imposé à ses stations-service une seule augmentation par jour, fixée à midi. Les tarifs pouvaient auparavant fluctuer jusqu'à 22 fois en vingt-quatre heures, a souligné le gouvernement. D'autres États comme la Pologne et la Hongrie ont préféré plafonner les prix des carburants. Les gouvernements de la République tchèque et de la Roumanie ont annoncé jeudi dernier qu'ils plafonneraient les marges bénéficiaires sur les carburants et réduiraient les taxes sur le gazole.

■ Miser sur les transports publics

Diminuer la consommation d'essence plutôt que compenser son coût: c'est dans cette logique que le Pakistan a instauré samedi la gratuité des transports en commun dans sa capitale, Islamabad, durant trente jours, et que la Lituanie a réduit de moitié le prix des billets de train pendant deux mois. Au Vietnam, les citoyens sont appelés à privilégier les transports en commun, le covoiturage ou le vélo pour les trajets courts.

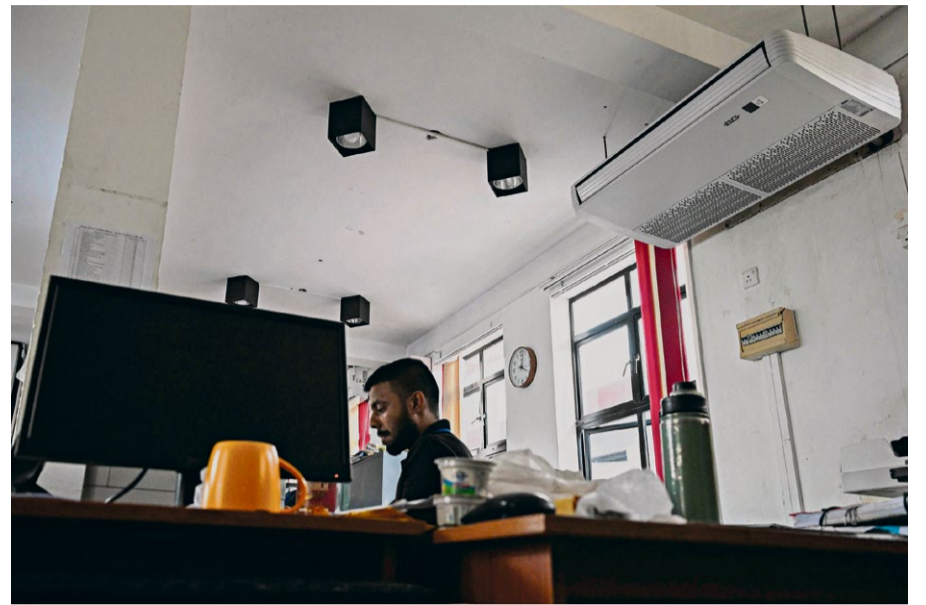
Dans cette même optique, la Birmanie a opté pour la circulation



Environ 10% des 9500 stations-services françaises sont actuellement en rupture d'au moins un des principaux carburants. (ROMAINVILLE, 2 AVRIL 2026/JULIEN DE ROSA/AFP)



Des commerçants manifestent contre la hausse des prix des carburants à Karachi. Le gouvernement pakistanais a augmenté leurs tarifs de 20% début mars. (6 AVRIL 2026/ASIF HASSAN/AFP)



Un fonctionnaire du Ministère sri lankais de l'information travaille sans climatisation ni éclairage, alors que les autorités ont ordonné des mesures d'économies. (COLOMBO, 2 AVRIL 2026/ISHARA S. KODIKARA/AFP)



Afin de maîtriser la hausse des prix des carburants, le gouvernement tchèque a annoncé le plafonnement des marges des détaillants de carburants à partir du 8 avril. (OPATOVICE, 4 AVRIL 2026/MARTIN DIVISEK/EAP)

Une crise énergétique mondiale aux multiples conséquences

GUERRE AU MOYEN-ORIENT Le conflit entre l'Iran, les États-Unis et Israël provoque une onde de choc bien au-delà de la région. Entre flambée des prix de l'essence, pénuries et mesures d'urgence, les États s'adaptent à une situation qui bouleverse déjà le quotidien des habitants de nombreux pays

alternée: les véhicules privés ne roulent plus qu'un jour sur deux.

■ Le retour en force du charbon

Pour combler les énormes déficits énergétiques, plusieurs pays intensifient leur recours au charbon. En Italie, la Chambre basse du parlement vient de voter le report de treize ans de la fermeture de ses centrales à charbon, désormais prévue pour 2038. La Corée du Sud l'a devancée, tout en augmentant les plafonds sur la production d'électricité à partir du charbon. Les Philippines, qui ont déclaré une «urgence énergétique nationale», prévoient également d'intensifier l'exploitation de leurs centrales. Ce retour en force du combustible fossile très polluant inquiète les experts, qui évoquent un recul des objectifs climatiques.

En France, on pense plutôt électrique: le 1er avril, le premier ministre français, Sébastien Lecornu, a appelé à définir les actions prioritaires pour électrifier l'économie et ainsi réduire sa dépendance aux énergies fossiles importées. En précisant: «La question n'est plus seulement climatique, elle touche désormais à l'intérêt national.»

■ Dans les airs, des taxes qui s'envolent

La hausse des prix du kérosène se fait également sentir autour du

globe, poussant les compagnies aériennes à adapter leurs stratégies. En Chine, Air China et plusieurs autres transporteurs augmenteront leurs surcharges carburant sur les vols intérieurs dès ce dimanche – de 7 à 15 euros par trajet. L'addition sera plus salée encore pour les passagers du géant hongkongais Cathay Pacific, qui applique depuis le 1er avril une augmentation de 34% de cette surcharge sur l'ensemble de ses vols.

En Malaisie, la plus grande compagnie aérienne à bas prix d'Asie du Sud-Est, AirAsia, a annoncé hier augmenter le prix de ses billets jusqu'à 40% et réduire ses liaisons – environ 10% de l'ensemble de ses vols ont été supprimés à ce jour –, tout en soulignant que la demande restait forte.

Au Népal, on redoute déjà l'impact de la flambée du carburant aérien sur l'économie – chaque année, 4 millions de passagers empruntent les compagnies nationales. «Moins de touristes népalais et étrangers trouveront l'avion, ce qui aura un impact direct sur l'ensemble du secteur touristique du pays», a déclaré Pratap Jung Pandey, président de l'Association des compagnies aériennes du Népal.

L'Indonésie a annoncé hier une augmentation de 28% de la surcharge carburant et autorisé les compagnies aériennes à pratiquer jusqu'à 13% de hausse tari-

faire sur les lignes aériennes intérieures, dont le prix est encadré, a indiqué son ministre de l'Économie, Airlangga Hartarto. Le gouvernement prendra en charge la TVA de 11% sur les billets d'avion intérieurs afin de compenser la hausse des prix pour les voyageurs, a-t-il ajouté.

■ Télétravailler ou chômer pour économiser

La crise pétrolière s'invite au bureau. Comme au Bhoutan, petit royaume de 800 000 habitants niché au cœur de l'Himalaya, où les prix du carburant ont bondi de 60% en un mois. Pour contribuer aux économies d'énergie, le gouvernement a annoncé mercredi une série de mesures au sein de ses services publics, encourageant leurs agents à se rendre au travail à pied, à éviter les trajets non essentiels et à télétravailler.

Une «politique de télétravail» pour les organismes publics et les entreprises liées à l'État sera également instaurée dès le 15 avril en Malaisie, pays pourtant connu pour sa politique forte de subventionnement des carburants. Les fonctionnaires d'Indonésie n'auront, quant à eux, pas le choix de travailler à distance un jour par semaine.

Plus radical, le Sri Lanka imposait mi-mars déjà une semaine à quatre jours à ses institutions publiques, écoles et universités. «Nous demandons également au secteur privé de suivre cet exemple et de déclarer désormais chaque mercredi jour férié», déclarait Prabath Chandrakerthi, commissaire général aux services essentiels. En Thaïlande, on encourage non seulement les agents publics à télétravailler mais aussi à prendre les

escaliers plutôt que les ascenseurs et «à retirer leur veste de costume pendant les réunions alors que les climatiseurs devront être réglés à 27°C minimum», liste Thai PBS World.

Le gouvernement du Népal a annoncé dimanche la réduction de six à cinq jours de la semaine de travail dans la fonction publique afin de préserver ses réserves de carburant.

■ Un couvre-feu pour les commerces

Ailleurs, on ferme boutique plus tôt. Le Bangladesh, qui importe 95% de ses besoins en pétrole et en gaz (dont une bonne partie en provenance du Golfe), a instauré vendredi une réduction des horaires d'ouverture des bureaux, banques et commerces. Les magasins, centres commerciaux et marchés du pays devront désormais fermer à 18h.

Mesure également implémentée en Égypte depuis le 28 mars. Dépendant du pétrole iranien, le pays impose un couvre-feu à 21h en semaine à tous ses commerces – heure à laquelle l'éclairage public est également réduit au strict minimum. Une seule exception: les zones touristiques comme Louxor ou Charm el-Cheikh. Pour choyer ce même secteur, Chypre a décidé de subventionner les salaires dans le tourisme à hauteur de 30% ce mois-ci. ■

HYDROCARBURES

L'OPEP+ relève sa production

L'Arabie saoudite, la Russie et six autres membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (OPEP+) ont décidé dimanche d'augmenter une nouvelle fois leurs quotas de production de pétrole de 216 000 barils quotidiens à partir de mai.

L'OPEP+ a averti que les réparations des installations énergétiques endommagées par la guerre étaient «coûteuses» et prendraient «beaucoup de temps», ce qui pourrait aggraver les difficultés d'approvisionnement mondial en pétrole. ■ AFP